

Bernard Édouard, président du Medef : « La CTM peut soutenir l'activité! »

Propos recueillis par G.Gallion Vendredi 06 janvier 2017



(W.T./F-A.)

Élu par le conseil d'administration du Medef en novembre dernier - pour remplacer Philippe Jock, élu à la CCIM - Bernard Édouard fait un tour d'horizon des projets 2017, nous parlant notamment d'« Outre-mer 2020 » plate-forme des priorités du Medef. Il est persuadé que la CTM a les moyens d'être un acteur majeur de l'activité.

Président du Medef depuis novembre, vous finirez le mandat de Philippe Jock au mois de juin. Est-ce la continuité de ce qui est en cours ou avez-vous l'opportunité d'imprimer votre marque ?

C'est d'abord la continuité puisqu'occupant les fonctions de trésorier adjoint, j'avais une parfaite connaissance des dossiers qui étaient en cours. Mais un président peut imprimer sa marque. L'idée générale n'est pas différente de ce qui a été fait, mais les moyens de donner sa signature existent.

Dans les dossiers en cours, il y a les problématiques de l'investissement et de l'emploi. Mais nous sommes en année électorale. Ces dossiers vont-ils être gelés, le temps des élections ?

Pas du tout. D'autant que nous aurons la présentation et le lancement officiel, le 25 janvier prochain de : « L'Outre-mer 2020 ». Ce sont les objectifs prioritaires pour les 3 prochaines années élaborées par les Medef d'outremer, c'est-à-dire des départements régions et collectivités. Tout ceci parrainé par le Medef national.



(W.T./F-A.)

Sur quoi porteront les priorités de « Outre-mer 2020 » ?

Il s'agit de présenter la vision économique qui est la nôtre. Il s'agira de ce que nous percevons comme orientations pour le développement du tourisme, de l'énergie, du transport.

En réalité de présenter ce que nous croyons nécessaire de faire pour soutenir l'investissement et l'activité. Car, sans soutien de l'activité, il ne peut avoir d'élan à entreprendre, donc pas d'incidence sur l'emploi et pas plus sur la consommation.

Tout est lié. C'est un socle que nous allons présenter aux différents parlementaires et hommes politiques de nos territoires, du nôtre en l'occurrence. Autrement dit : le Medef a des idées. Il

entend les partager tout en traçant sa ligne. Nous savons que nous sommes en période électorale.

Non seulement, nous aurons à rencontrer les candidats à l'élection présidentielle, mais aussi leurs relais locaux.

Vous n'êtes pas sans savoir que la situation économique de la Martinique est morose, que l'emploi semble repartir à la baisse et que l'activité est ralentie. Est-ce parce que nous sommes dans les starting-blocks, attendant de voir ce qui se met en place ?

Il est vrai que nous attendons de voir. C'est vrai que contrairement à l'année 2015, nous avons un frémissement au début de l'année suivante. Une tendance de relance. Le premier trimestre a continué sur cet objectif puis un ralentissement s'est fait sentir. Nous avons tellement attendu de cette nouvelle Collectivité Territoriale, qu'elle se mette en place et que la commande publique puisse démarrer. Mais elle n'a toujours pas démarré. Je ne sais pas qui en est responsable. Mais nous savons que lorsque le bâtiment va, tout va. Quand un acteur n'est pas au rendez-vous, les autres activités tertiaires et autres, ne peuvent pas l'être également.

Vous n'ignorez pas que les finances publiques sont en récession, qu'il y a moins d'argent public...

Je ne suis pas d'accord!

Vous pensez que l'investissement public a la capacité de soutenir l'activité ?

Absolument. Sous toutes réserves, je crois savoir que la CTM a la capacité financière d'investir. Que les rouages administratifs ne soient pas prêts, on peut le comprendre, car on ne peut rallier deux compétences sur une seule entité sans quelques difficultés. Mais il faut lancer la machine.

Avez-vous rencontré Alfred Marie-Jeanne ?

Je dois le voir prochainement. Nous nous sommes rencontrés de manière informelle, mais notre prochaine rencontre sera plus officielle et nous parlerons économie. Je ne crains nullement le dialogue avec lui. Il est l'autorité politique de la Martinique et nous nous devons de travailler avec lui.

Serez-vous candidat à la présidence du Medef à la fin du mandat que vous occupez ?

Il n'y a pas de raison que je ne me présente pas une liste à mes pairs.

L'avenir de la Martinique passe nécessairement par l'entreprise ?

Je ne crois pas qu'il y ait d'autre alternative.